



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



AMBASSADE
DE FRANCE
AUX ÉTATS-UNIS

Liberté
Égalité
Fraternité

Washington Wall Street Watch

N°2026 - 28 - Le 16 Juillet 2026

Une publication de l'Antenne de New York du SER de Washington

SOMMAIRE

Conjoncture

- Les indices des prix à la consommation et à la production se replient en juin 2026
- Le Beige Book fait état d'une activité en légère progression, soutenue par l'industrie, dans un contexte de consommation plus contrainte
- La progression des ventes au détail ralentit en juin sous l'effet de la baisse des prix à la pompe

Politiques macroéconomiques

- Les responsables de la Fed maintiennent un discours prudent malgré une inflation en juin rassurante

Services financiers

- Les six plus grandes banques américaines publient des résultats records au deuxième trimestre 2026

Situation des marchés

Brèves

CONJONCTURE

Les indices des prix à la consommation et à la production se replient en juin 2026

Le 14 juillet 2026, le Bureau of Labor Statistics (BLS) a [publié](#) l'indice des prix à la consommation (Consumer Price Index - CPI) pour le mois de juin 2026. L'indice baisse de -0,4 % sur un mois, après une hausse de +0,5 % en mai. Il s'agit de la plus forte baisse mensuelle depuis avril 2020, où l'indice avait chuté de -0,8 %. Sur douze

mois, l'indice progresse de +3,5 % après +4,2% en mai. Ce résultat est inférieur aux prévisions des économistes, qui anticipaient un recul mensuel de -0,1 % et une hausse annuelle de +3,8 %. L'indice hors alimentation et énergie (inflation sous-jacente) est resté stable sur le mois.

Le recul de l'indice d'ensemble s'explique principalement par la baisse de l'indice de l'énergie, qui a chuté de -5,7 % en juin (-9,7 % pour les prix de l'essence), effaçant les hausses enregistrées pour le logement

(+0,1%) et l'alimentation (+0,2%). En glissement annuel, les prix de l'énergie progressent de +15,7% (+23,5% en mai) ceux de l'alimentations de +3% (+3,1% en mai) et l'inflation sous-jacente augmente de +2,6% (+2,9% en mai).

Le 15 juillet 2026, le Bureau of Labor Statistics a [annoncé](#) un recul de -0,3 % de l'indice des prix à la production (Producer Price Index) pour la demande finale en juin, après une hausse de +0,6 % en mai. Hors énergie et alimentation les prix ralentissent à +0,1% après +0,8% en mai. Sur un an, la hausse des prix à la production ralentit à +5,5 %, contre un pic de +6 % en mai, et de +5,1% hors énergie et alimentation (après +5,1% en mai). Les prix pour la demande finale des biens reculent de -1,4 % sur un mois, tirés par ceux de l'énergie (-6,4%), tandis que les prix des services progressent de +0,2 %.

Sur les marchés, la probabilité implicite d'une hausse des taux directeurs de la Fed en septembre, mesurée par l'outil FedWatch du CME, est retombée à 63 %, contre plus de 75 % la veille de la publication.

Le Beige Book fait état d'une activité en légère progression ainsi qu'une consommation plus contrainte

Le [Beige Book](#) publié par la Fed cette semaine indique une activité économique en progression légère à modérée dans la quasi-totalité des districts, à un rythme proche de celui observé lors de la précédente édition. La consommation progresse modestement, mais la hausse des prix, notamment de l'énergie, pèse sur les dépenses discrétionnaires et favorise un report vers des produits moins coûteux. L'industrie manufacturière poursuit son amélioration, soutenue par les secteurs des centres de données, des machines et de la défense, malgré des tensions croissantes sur les chaînes d'approvisionnement. L'immobilier et la construction progressent légèrement, portés par les investissements

dans les centres de données. Les conditions financières demeurent globalement stables, avec une progression modérée du crédit aux entreprises et aux ménages.

Le marché du travail reste solide, avec une hausse de l'emploi dans plusieurs districts, notamment dans l'industrie, la construction et le commerce de détail. Les difficultés de recrutement persistent pour certains métiers qualifiés, tandis que les salaires continuent de progresser à un rythme modéré, sous l'effet de la concurrence pour la main-d'œuvre spécialisée. Plusieurs entreprises signalent un recours accru à l'intelligence artificielle afin d'améliorer la productivité ou d'optimiser les processus de recrutement.

Les prix continuent d'augmenter à un rythme modéré, mais identique ou inférieur à celui observé lors de la précédente enquête dans l'ensemble des districts. Les coûts des intrants restent orientés à la hausse, sous l'effet des prix de l'énergie, des transports, des matières premières, des tensions au Moyen-Orient et des droits de douane. Si les entreprises continuent de relever leurs prix de vente, certaines font état d'une compression des marges, les hausses de coûts dépassant celles répercutées aux clients.

La progression des ventes au détail ralentit en juin sous l'effet de la baisse des prix à la pompe

Le 16 juillet 2026, le Census Bureau a [annoncé](#) une progression de +0,2 % des ventes au détail en juin (+6,7% par rapport à juin 2025), après une hausse révisée à +1 % en mai (+7,3%). Ces données ne sont pas corrigées de l'inflation. Ce ralentissement de l'indice global masque toutefois une consommation plus solide qu'il n'y paraît : hors stations-service, les ventes progressent de +0,7 % (+0,9% en mai). Cet écart reflète le recul des prix à la pompe (-5,3% sur un mois) dans le sillage du repli des cours pétroliers consécutif au cessez-le-feu conclu en juin entre les États-Unis et

l'Iran. Les ventes dites « de contrôle » (core retail sales), qui excluent automobiles, essence, matériaux de construction et restauration progressent de +0,5 %, après une révision à +0,8 % en mai. Cette résilience a notamment été portée par les

ventes en ligne, en hausse de +1,9 %, dopées par l'événement Prime Day d'Amazon, tandis que les ventes d'habillement reculaient de -0,3 % et la restauration progressait de +0,1 %.

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

Les responsables de la Fed maintiennent un discours prudent malgré l'inflation de juin rassurante

Les interventions des responsables de la Fed cette semaine n'ont pas modifié les anticipations de politique monétaire, mais ont précisé leur lecture des pressions inflationnistes. Lors de ses premières [auditions](#) semestrielles devant le [Congrès](#), le président K. Warsh a réaffirmé que le retour de l'inflation vers la cible de 2 % demeurerait la priorité de la Fed, tout en refusant de commenter les perspectives de taux. Interrogé sur les tensions liées aux investissements dans l'intelligence artificielle, il s'est toutefois démarqué de plusieurs membres du FOMC en estimant qu'une hausse ponctuelle des prix ne devait pas être assimilée à de l'inflation si elle s'accompagnait d'une réponse de l'offre. Selon lui, l'IA devrait, à terme, soutenir la productivité et les salaires. Il a par ailleurs réaffirmé son attachement à l'indépendance de la Fed et indiqué que le Comité adapterait si nécessaire aussi bien les taux que la taille du bilan pour assurer le retour de l'inflation à 2 %.

En amont de la publication de l'indice CPI de juin, le gouverneur [C. Waller](#) a adopté un ton plus restrictif en estimant qu'une

nouvelle accélération de l'inflation sous-jacente pourrait conduire le FOMC à envisager une hausse des taux « à court terme ». Tout en jugeant l'économie solide et le marché du travail équilibré, il a souligné que l'inflation sous-jacente s'était raffermie depuis le début de l'année sous l'effet combiné des droits de douane, des prix de l'énergie et des investissements dans l'IA. Il a toutefois estimé qu'un seul chiffre favorable ne suffirait pas à modifier son appréciation des risques inflationnistes et a réaffirmé qu'il lui faudrait observer plusieurs mois de ralentissement de l'inflation avant de considérer que celle-ci est durablement orientée à la baisse.

Les autres interventions sont restées globalement cohérentes avec les positions déjà exprimées. [J. Williams](#) (Fed de New York) a estimé que la politique monétaire demeurerait « bien positionnée » et que l'inflation devrait ralentir progressivement, tandis que [L. Cook](#) a réitéré une approche dépendante des données, se disant prête à augmenter les taux *Fed Funds* si la désinflation ne se confirme pas. [L. Logan](#) (Fed de Dallas) estime que des taux "modestement plus élevés" seraient probablement appropriés compte tenu des risques inflationnistes (énergie, IA).

SERVICES FINANCIERS

Les six plus grandes banques américaines publient des résultats records au deuxième trimestre 2026

Les 14 et 15 juillet 2026, les six plus grandes banques américaines (JPMorgan Chase —

JPM, Bank of America — BoA, Citigroup — Citi, Wells Fargo — WF, Goldman Sachs — GS, Morgan Stanley — MS) ont publié des résultats pour le deuxième trimestre 2026 marqués par une envolée sans précédent des revenus de trading actions, portée par

la frénésie de marché autour de l'intelligence artificielle et par plusieurs opérations emblématiques, dont l'introduction en bourse de SpaceX. Le produit net bancaire cumulé des six établissements progresse d'environ +22 % sur un an, en nette accélération par rapport au premier trimestre (+11 %).

Les revenus de trading actions battent des records chez la quasi-totalité des banques (JPM +86 %, GS +72 %, MS +69 %, BoA +70 %), tandis que les commissions de banque d'investissement progressent fortement, portées par le compartiment actions (*equity capital markets — ECM*) et par la reprise du conseil en fusions-acquisitions, dont les commissions atteignent leur meilleur niveau depuis 2021. Les activités de gestion de fortune et d'actifs enregistrent aussi une collecte record.

La résilience de la consommation et de l'investissement des entreprises se traduit par un coût du risque en net repli pour l'ensemble des banques, malgré la hausse des prix de l'énergie et les tensions géopolitiques liées à la guerre en Iran.

Ainsi, le résultat net progresse très fortement pour l'ensemble des banques (GS +78 %, MS +58 %, Citi +45 %, JPM +41 %, BoA +27 %, WF +17 %). Pour autant, plusieurs dirigeants, à commencer par Jamie Dimon de JP Morgan, appellent à la prudence sur le caractère soutenable de ce rythme de revenus sur les activités de marché, évoquant des risques latents — tensions géopolitiques, inflation persistante, déficits publics élevés et valorisations d'actifs tendues.

SITUATION DES MARCHES

Au cours de la semaine écoulée (de jeudi à jeudi), l'indice S&P 500 et le Nasdaq sont en baisse, à 7 534 points (-0,13 %) et 25 882 points -1,24 %) respectivement. Bien qu'une tendance haussière ait dominé jusqu'en milieu de semaine, la baisse des valeurs technologiques, en particulier les semiconducteurs, a fini par peser sur les indices. Le retour des craintes autour de la rentabilité de l'IA en fin de semaine a été nourri par la publication des résultats du fabricant de puces Taiwan Semiconductor Manufacturing, dont les projections affichent une hausse importante des dépenses d'investissement qui a fini par

inquiéter les marchés malgré la robustesse de la demande.

Les rendements des obligations souveraines américaines (*Treasuries*) reculent légèrement sur la semaine, de -4 points de base pour les bons à 2 ans et -1 points de base pour les bons à 10 ans, atteignant 4,15 % et 4,56 % respectivement. La hausse des rendements provoquée par la reprise des tensions géopolitiques en début de semaine a été contrebalancée en grande partie par les données rassurantes publiées sur l'inflation.

BREVES

➤ Le 11 juillet, le [21st Century ROAD to Housing Act](#), vaste réforme bipartisane visant à accroître l'offre de logements et à améliorer leur accessibilité, est entré en vigueur sans la signature de

Donald Trump. Le président a choisi de ne pas signer le texte pour protester contre l'absence d'adoption de sa réforme électorale (SAVE America Act). En l'absence de veto formel du

Président et le Congrès restant en session, la Constitution prévoit une promulgation automatique au terme d'un délai de dix jours.

- Le 15 juillet, les Républicains de la Chambre ont dévoilé [un cadre budgétaire](#) ouvrant la voie à un nouveau recours à la procédure de réconciliation, afin d'adopter un paquet de dépenses de 95 Md\$ sans risque de blocage par le *filibuster* au Sénat. Le texte prévoit notamment 73 Md\$ pour la défense et le renseignement, 12 Md\$ d'aides agricoles et 10 Md\$ de subventions aux États liées notamment au renforcement des lois sur l'identification des électeurs. Le projet, qui constituerait le troisième texte de réconciliation du Congrès actuel après le « One Big Beautiful Bill » et le paquet sur l'immigration, fait toutefois face aux réticences des élus républicains fiscalement conservateurs, opposés à une hausse du déficit sans compensations. La commission du Budget de la Chambre a néanmoins franchi une première étape jeudi en adoptant la résolution budgétaire par 20 voix contre 14, ouvrant la voie à un vote en séance plénière avant la pause estivale du Congrès.
- Selon les [données mensuelles](#) du Trésor américain, le déficit budgétaire s'est creusé en juin sous l'effet du remboursement massif de droits de douane jugés illégaux par la Cour suprême. Le déficit fédéral a ainsi atteint 120 Mds USD en juin 2026, contre un excédent de 27 Mds USD un an plus tôt, marquant la 1ère dégradation mensuelle depuis le début de l'exercice 2026. Cette évolution s'explique notamment par le

remboursement de 49,2 Mds USD de droits de douane, dépassant largement les recettes douanières brutes du mois (23,6 Mds USD).

- Le 13 juillet 2026, l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC), la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) et la National Credit Union Administration (NCUA) ont [publié](#) une orientation conjointe (*guidance*) invitant les établissements bancaires à mieux encadrer les risques associés à l'octroi de crédit à des emprunteurs dont le statut d'autorisation de travail est incertain. Le texte souligne que cette incertitude peut notamment affecter la stabilité des revenus ainsi que la capacité de remboursement, et recommande aux banques d'identifier, mesurer, surveiller et maîtriser ces risques par des pratiques de souscription prudentes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Antenne de New-York du Service économique régional de Washington

Rédaction : Cédric Garcin, Guillaume Bove, Paul Cassavia, Mohamed El Guindi, Galina Natchev.

Abonnez-vous : afws@dgtresor.gouv.fr